

# Guerre contre l'islam : sortir de l'impasse politique



Face à la question musulmane, les politiciens n'ont guère que deux choix : ménager l'islam ou rester désespérément minoritaires. Pour l'instant.

Non, Marine Le Pen n'est pas une [andouille](#). Elle fait simplement d'autres choix que [Gert Wilders](#). Elle vise le pouvoir davantage que la victoire sur l'islam. Mais même si elle fait les bons choix en l'occurrence, ceux qui la porteront plus haut, plus près de la présidence, que pourra-t-elle faire d'autre si elle arrive à destination? Après une campagne qui ménage la chèvre et le chou, pourra-t-elle soudain mener une politique qui protégera efficacement son pays? Ne devra-t-elle pas au contraire composer encore davantage avec les alliés de l'islam? C'est plus que probable.

En revanche, Gert Wilders dit la vérité toute nue, mais il n'a aucune chance d'obtenir les moyens d'influencer la politique de son pays dans une mesure déterminante. Il est constamment menacé et attaqué, vit sous protection policière depuis des années, et personne ne peut l'imaginer prendre de l'envergure en politique, surtout depuis les dernières [élections européennes](#). Les mensonges des musulmans se font simplement plus [véhéments](#), ou plus [doucereux](#), et les électeurs regardent ailleurs.

En fait, il y a de bonnes raisons de penser que le jeu politique ne peut tout simplement pas nous préserver de la déchéance musulmane. Les citoyens des démocraties européennes ne sont que trop peu à nourrir la volonté nécessaire à une confrontation avec l'islam. Ils préfèrent aujourd'hui en large majorité qu'on leur promette des retraites dorées en échange

de leur bulletin de vote. Ce à quoi les politiciens européens gavés de socialisme les ont maintenant profondément habitués. Personne, ou presque, ne veut affronter la tempête.

Et ceux qui sont prêts à prendre des risques trouvent dans la politique le principal frein à leurs entreprises. Le meilleur exemple est sans doute l'affaire de la [pétition de Calcutta](#), qui s'est déroulée dans les années 1980, en Inde. En 1984, un homme arrivé du Bangladesh, Chakraborty, écrit au gouvernement du Bengale-Occidental pour demander l'interdiction du coran. Deux fois. Sans réponse. Il rencontre ensuite Chandmal Chopra, qui écrit à son tour au gouvernement dans le même sens. Pas de réponse non plus. Alors Chopra décida de lancer [une pétition](#), une action en justice.

Daté du 29 mars 1985, ce document avançait que le coran, «sous prétexte de religion, favorise la disharmonie, le ressentiment, la haine et l'hostilité entre différentes communautés religieuses et incite les gens à commettre des actes de violence et à perturber l'ordre public». Chopra y avait inclus une liste de versets du coran explicitant l'attitude que les musulmans sont censés adopter envers les non-croyants.

Dès le [mois de mai](#), le gouvernement annonçait qu'il se portait partie civile dans l'affaire. Contre la pétition. Le lendemain, le Premier ministre du Bengale-Occidental qualifiait le projet d'acte ignoble dans la presse. Bien entendu, le ministre pakistanais des affaires religieuses en faisait autant et en profitait pour vanter la «liberté religieuse» régnant dans son pays, sur lequel il recommandait vivement aux autorités indiennes de prendre exemple. Ceci pendant que le *Times of India* publiait une série d'articles louant les vertus du coran.

La pétition a été rejetée le même mois. Chopra en a déposé une autre, avec des considérants plus complets, le 18 juin, qui a également été rejetée, le 21 du même mois. Trois jours plus

tard. On n'avait sans doute jamais vu une justice aussi expéditive en Inde. Ou ailleurs. Il faut dire que les musulmans s'étaient largement mobilisés, à leur manière. On a assisté à des émeutes faisant souvent des morts au Bangladesh, à Dhaka, ainsi qu'au Cachemire et dans le Bihar, puis à Srinagar, après le rejet de la pétition. En effet, des musulmans estimaient alors que le juge qui avait accepté d'entrer en matière devait être dûment puni. Plus tard, Chandmal Chopra et un autre homme, Sita Ram Goel, ont réuni cette histoire vaguement lamentable dans un livret qu'on peut [lire en ligne](#).

Il faut en retenir que les actions correctes, c'est-à-dire dirigées contre le cœur de l'islam, si elles sont trop en vue, engendrent des résistances trop fortes et génèrent des troubles qui découragent encore davantage les autorités à lutter contre l'islam. C'est ainsi que même nos politiques plutôt éclairés en arrivent à ne jamais lutter contre la source du mal. La meilleure démonstration est peut-être l'affaire de l'interdiction (constitutionnelle) des minarets en Suisse.

Si les auteurs de l'idée elle-même étaient clairement opposés à l'islam et souhaitaient en révéler les aspects intolérables, l'action a été menée à chef au prix de concessions politiques navrantes envers l'islam, qu'on a assuré publiquement de toutes parts qu'il n'était absolument pas visé, qu'il ne s'agissait que de lutter contre un symbole d'extrémisme et de suprématisme, sans vouloir toucher à la religion. Une citation qui résume bien la chose: «[L'UDC ne dénonce pas l'islam, mais les incompatibilités entre la loi musulmane et le droit suisse.](#)» À relever aussi que l'auteur de cette petite phrase commentait les résultats de la votation sur l'initiative contre les minarets, en direct à la télévision suisse... depuis un centre musulman.

Et bien sûr, aujourd'hui, tous les regards réprobateurs qui comptent sont dirigés sur l'EI, et pas sur son origine, à

savoir les [incitations quotidiennes à la haine](#) qui emplissent le cœur des musulmans pratiquants à chacune de leurs prières. Or en progressant dans cette voie, nous nous rapprochons du [mode de pensée musulman](#) standard: la religion est intouchable quoi qu'il arrive et seuls ses rejetons malsains sont combattus. Plus ou moins sérieusement. Et nous devrions savoir, en observant le monde musulman, qu'il n'y a rien de bon à trouver de ce côté.

Nous devons donc axer plus systématiquement nos critiques, nos actions, nos projets, sur la religion elle-même, ne serait-ce que pour compenser en partie le déluge de mensonges qui cache encore très efficacement la vérité. Mais nous devons éviter les actions susceptibles de déclencher des réactions trop brusques de nos chers amis musulmans. Nous devons donc *décentraliser*. Il faut que les actions anti-islam, à la fois se concentrent sur le cœur de la religion musulmane, et se limitent à des portées restreintes. Pas question de demander ouvertement l'interdiction du coran et des mosquées en général sur le territoire national – cette idée doit naître naturellement dans l'esprit des politiciens lorsque les preuves de son bien-fondé auront été établies par petites touches, au niveau communal, cantonal, départemental.

D'autre part, pas question de perdre du temps à condamner des terroristes et des extrémistes que le courant dominant estime séparés de l'islam-religion – c'est l'affaire de la justice, de l'armée et de la police, et ces gens n'aiment pas qu'on leur dicte leurs tactiques. Notre tâche consiste à démontrer, systématiquement, méticuleusement, preuves à l'appui, que les systèmes de pensée de ces terroristes, que leurs manuels, leurs guides, leurs directives, figurent parmi l'équipement standard de toutes les mosquées, sont explicités dans des textes fondateurs présents dans toutes les librairies musulmanes, sont connus et archiconnus de tous les musulmans instruits. Et ce de plus en plus à mesure que les musulmans s'alphabétisent.

Nous devons mettre sur pied des actions précises, concentrées, solidement étayées, et les mettre en œuvre à des niveaux modestes, peu considérés, sans grande ambition à court terme, puis en multiplier le nombre jusqu'à rendre possible un véritable revirement de la tendance dans le monde politique, académique et médiatique.

**Alain Jean-Mairet**